

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205089]

22 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la protection de la ressource en eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code wallon de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les articles D.173 et D.174, modifiés par le décret du 7 novembre 2007;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 20 juin 2016;

Vu le rapport du 26 mai 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.763 du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Dans l'article R.162, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, la référence à l'article R.165, § 4, est remplacée par une référence à l'article R.165, § 5, et la référence à l'article R.166, § 4, est supprimée;

2° à l'alinéa 2, les mots "l'annexe LV" sont remplacés par les mots "l'annexe LV^{quater}".

Art. 2. Dans l'article R.165 du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, 3°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 3° les stockages de 100 litres à moins de 3 000 litres d'hydrocarbures répondent aux exigences qui figurent à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, et des dispositions prises en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Les stockages existants avant l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, sont mis en conformité à charge du propriétaire en fin de vie du réservoir ou si le risque de pollution est imminent.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les stockages existants en zones de prévention relatives à une prise d'eau destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle sont mis en conformité dans les délais repris à l'annexe LV^{quater}. »;

b) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Pour les nouveaux ouvrages, constructions et installations, les dispositions du présent article sont d'application à l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention »;

c) il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dans le cas où la prise d'eau concernée par la zone de prévention n'est pas destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle :

a) les réservoirs enterrés d'hydrocarbures existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention et non conformes aux dispositions du paragraphe 2, 3°, et du paragraphe 3, 1°, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé, dans les deux ans qui suivent la désignation de la zone de prévention, conformément à l'article 634^{ter}/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie utile restante;

b) les réservoirs aériens d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I et II, existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone de prévention, font l'objet d'un test d'étanchéité réalisé par un technicien agréé dans les quatre ans qui suivent la désignation de la zone de prévention, au minimum par un contrôle visuel, accompagné d'un diagnostic de la durée de vie restante;

c) si les tests indiquent un manque d'étanchéité, une durée de vie inférieure à quatre ans ou un risque de pollution imminent, le récipient est supprimé immédiatement et le nouveau stockage d'hydrocarbure répond aux conditions reprises au paragraphe 2, 3°;

d) les tests d'étanchéité pour les réservoirs aériens et enterrés sont pris en charge conformément à la législation relative aux installations de stockage, exigences qui figurent à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à défaut de certificat d'étanchéité en cours de validité. Lorsqu'aucune législation ne s'applique, les tests d'étanchéité sont pris en charge par l'exploitant de la prise d'eau. »

Art. 3. Dans l'article R.166, du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009, modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 11 juillet 2013 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° les nouveaux stockages enterrés d'hydrocarbures et les stockages de produits contenant des substances des listes I ou II, y compris les engrais; »;

2° au paragraphe 4, les alinéas 2 à 5 sont abrogés.

Art. 4. L'article R.169, du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.169. Pour les producteurs ayant conclu un contrat de service de protection de l'eau potabilisable, le suivi préventif réalisé par le producteur concernant les tests d'étanchéité pour les réservoirs d'hydrocarbures aériens et enterrés prévus à l'article R.165 est financé par la S.P.G.E.

Dans les zones de prévention, pour les producteurs ayant conclu un contrat de service de protection de l'eau potabilisable, la S.P.G.E., à défaut d'une obligation légale de mise en conformité pour le propriétaire, peut intervenir pour la mise en conformité d'un tiers en fin de vie du réservoir existant ou pour toute situation rendant le risque de pollution imminent. Le taux d'intervention est de 15 % du montant du nouveau réservoir d'hydrocarbure. »

Art. 5. L'annexe LV^{quater} du même Livre est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Disposition transitoire*

Art. 6. Les mesures du programme d'actions des zones de prévention arrêtées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont exécutées conformément à la législation en vigueur au moment de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté délimitant la zone de prévention.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ANNEXE

Annexe LV^{quater} au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Tableau des délais de référence de mise en conformité

Objet	Zone IIa		Zone IIb	
	Référence de l'article	Délais	Référence de l'article	Délais
Puits perdu, y compris pour l'évacuation des eaux pluviales	R.165. § 1 ^{er} , 2°	2 ans	R.165. § 1 ^{er} , 2°	4 ans
Stockage de substances des listes I ou II	R.165. § 2, 3°	3 ans	R.165. § 2, 3 ^{oo}	4 ans
Stockage d'hydrocarbures de 100 à moins de 3 000 litres	R.165. § 2, 3°	Fin de vie du réservoir ou toute situation rendant le risque de pollution imminent	R.165. § 2, 3°	Fin de vie du réservoir ou toute situation rendant le risque de pollution imminent
Stockage d'hydrocarbures dans une zone de prévention pour laquelle la prise d'eau est destinée à la consommation humaine sous forme conditionnée d'eau de source ou minérale naturelle	R.165. § 2, 3°	3 ans	R.165. § 2, 3°	4 ans
Stockage aérien de substances solides des listes I ou II	R.165. § 2, 4°	3 ans	R.165. § 2, 4°	4 ans
Conduite transport d'hydrocarbures et de produits liste I ou II	R.165. § 2, 5°	3 ans	R.165. § 2, 5°	4 ans
Enclos couvert pour animaux	R.165. § 2, 7°	2 ans	R.165. § 2, 7°	2 ans
Les stockages et les installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation des déchets visés par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	R.165. § 2, 8°	2 ans	R.165. § 2, 8°	2 ans
Réservoir abandonné	R.165. § 3, 2°	3 ans	R.165. § 3, 2°	4 ans

Objet	Zone IIa		Zone IIb	
	Référence de l'article	Délais	Référence de l'article	Délais
Système d'épuration individuelle (cas d'urgence ou exceptionnels)	R.165. § 3, 3 ^o	Immédiat	R.165. § 3, 3 ^o	immédiat
Centre d'enfouissement technique	R.166. § 1 ^{er} , 1 ^o	4 ans	R.167. § 1 ^{er} , 1 ^o	4 ans
Stockage de produits contenant des substances des listes I ou II, y compris les engrais	R.166 § 1 ^{er} , 2 ^o	3 ans		
Epanchage souterrain d'effluents domestiques	R.166. § 1 ^{er} , 3 ^o	2 ans		
Stockage de matières organiques en dehors du site de production	R.166. § 1 ^{er} , 4 ^o	1 an		
Lieu de concentration d'animaux à caractère permanent	R.166. § 1 ^{er} , 5 ^o	1 an		
Entreposage de produits à risques	R.166. § 1 ^{er} , 6 ^o	2 ans		
Bassin d'orage non étanches	R.166. § 1 ^{er} , 7 ^o	4 ans		
Terrain de camping	R.166. § 1 ^{er} , 8 ^o	2 ans		
Voirie existante	R.166. § 2, 1 ^o , 1 ^{er} alinéa	2 ans		
Voirie nouvelle	R.166. § 2, 1 ^o , 2 ^e alinéa	Immédiat		
Aire de stationnement > 5 véhicules	R.166. § 2, 2 ^o	2 ans		
Egout, conduit d'évacuation ou caniveau étanche	R.166. § 2, 3 ^o	2 ans		
Lieu de concentration d'animaux mobile existant	R.166. § 2, 4 ^o	1 an		
Transformateur	R.166. § 2, 5 ^o	2 ans	R.167. § 2, 3 ^o	2 ans
Stockage à la ferme d'effluents d'élevage et stockage de produits d'ensilage	R.166. § 3, 1 ^o , 1 ^{er} et 3 ^e alinéas	2 ans	R.167. § 2, 2 ^o , sauf 4 ^e alinéa	2 ans
Panneau			R.167. § 3, 1 ^o	1 an

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 modifiant le livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la protection de la ressource en eau.

Namur, le 22 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205089]

22. SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den Schutz der Wasserressourcen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.173 und D.174 in der durch das Dekret vom 7. November 2007 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des am 20. Juni 2016 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des Berichts vom 26. Mai 2016, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 18. August 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.763;

In Erwägung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

In Erwägung des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - In Artikel R.162 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Verweis auf Artikel R.165 § 4 durch einen Verweis auf Artikel R.165 § 5 ersetzt und der Verweis auf Artikel R.166 § 4 gestrichen;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "Anlage LV" durch "Anhang LV^{quater}" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel R.165 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in § 2 Ziffer 3 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«3° Die Lagerungen von 100 bis weniger als 3 000 Litern Kohlenwasserstoffe genügen den Anforderungen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen angeführt werden, und den Anforderungen der aufgrund des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung getroffenen Bestimmungen.

Die vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden Lagerungen werden am Ende des Lebens des Behälters oder im Falle einer unmittelbar bevorstehenden Verschmutzungsgefahr zu Lasten des Eigentümers an die geltenden Normen angeglichen.

In Abweichung vom vorigen Absatz werden die bestehenden Lagerungen in den Präventivzonen, die eine für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmte Wasserentnahme betreffen, innerhalb der in Anhang LV^{quater} genannten Fristen an die geltenden Normen angeglichen.»

b) § 4 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 4 - Für die neuen Bauwerke, Bauten und Anlagen sind die Bestimmungen des vorliegenden Artikels ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone anwendbar.»;

c) ein § 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 5 - Falls die durch die Präventivzone betroffene Wasserentnahme nicht für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmt ist:

a) werden die eingegrabenen Behälter mit Kohlenwasserstoffen, die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehen und nicht mit den Bestimmungen von § 2 Ziffer 3 und § 3 Ziffer 1 übereinstimmen, innerhalb der zwei Jahre, die auf die Bestimmung der Präventivzone folgen, einer von einem zugelassenen Techniker gemäß Artikel 634^{ter}/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsordnung ausgeführten Dichtheitsprüfung, die mit einer Diagnose der restlichen Nutzungsdauer einhergeht, unterzogen.

b) werden die bereits am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone bestehenden oberirdischen Behälter mit Kohlenwasserstoffen oder mit Produkten, die Stoffe der Listen I oder II enthalten, innerhalb der vier Jahre, die auf die Bestimmung der Präventivzone folgen, einer von einem zugelassenen Techniker ausgeführten Dichtheitsprüfung unterzogen, die mindestens in einer Sichtkontrolle besteht und die mit einer Diagnose der restlichen Nutzungsdauer einhergeht;

c) wenn die Prüfungen Dichtheitsmängel, eine Nutzungsdauer von weniger als vier Jahren oder eine unmittelbar bevorstehende Verschmutzungsgefahr angeben, wird der Behälter unverzüglich beseitigt und hat die neue Lagerung von Kohlenwasserstoffen den in § 2 Ziffer 3 erwähnten Bedingungen zu erfüllen;

d) die Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter werden in Ermangelung einer gültigen Dichtheitsbescheinigung gemäß der Gesetzgebung über die Lagerungsanlagen übernommen, d.h. gemäß den Anforderungen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern angeführt werden. Wenn keine Gesetzgebung Anwendung findet, werden die Dichtheitsprüfungen vom Betreiber der Wasserentnahmestelle übernommen.»

Art. 3 - In Artikel R.166 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2013 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

«2° die neuen eingegrabenen Lagerungen von Kohlenwasserstoffen und die Lagerungen von Stoffe der Listen I oder II enthaltenden Produkten, einschließlich der Düngemittel.»;

2° in § 4 werden die Absätze 2 bis 5 aufgehoben.

Art. 4 - Artikel R.169 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. R.169 - Für die Erzeuger, die einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers abgeschlossen haben, wird die vom Erzeuger durchgeführte vorbeugende Überwachung bezüglich der in Artikel R.165 vorgesehenen Dichtheitsprüfungen für die oberirdischen und eingegrabenen Behälter von der "S.P.G.E." finanziert.

Wenn für den Eigentümer keine gesetzliche Angleichungspflicht vorliegt, kann sich die S.P.G.E. in den Präventivzonen für die Erzeuger, die einen Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers abgeschlossen haben, an der Angleichung eines Dritten an die geltenden Normen am Ende des Lebens des bestehenden Behälters oder für jede Situation, durch die eine Verschmutzungsgefahr akut wird, beteiligen. Der Beteiligungssatz beträgt 15% des Betrags des neuen Kohlenwasserstoffbehälters.»

Art. 5 - Anhang LV*quater* desselben Buches wird durch den vorliegendem Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

KAPITEL II — Übergangsbestimmung

Art. 6 - Die Maßnahmen des Aktionsprogramms der Präventivzonen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses verabschiedet wurden, werden gemäß der zum Zeitpunkt der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses zur Abgrenzung der Präventivzone geltenden Gesetzgebung durchgeführt.

Art. 7 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. September 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

ANHANG

Anhang LV*quater* zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Tabelle der Referenzfristen für die Erfüllung der Anforderungen

Gegenstand	Zone IIa		Zone IIb	
	Referenz-artikel	Fristen	Referenzartikel	Fristen
Sickergrube, einschließlich für die Ableitung des Regenwassers	R.165. § 1 Ziffer 2	2 Jahre	R.165. § 1 Ziffer 2 ^o	4 Jahre
Lagerung von Stoffen der Liste I und II	R.165. § 2 Ziffer 3	3 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 3	4 Jahre
Lagerung von Kohlenwasserstoffen von 100 bis weniger als 3 000 Litern	R.165. § 2 Ziffer 3	Ende des Lebens des Behälters oder jede Situation, durch die eine Verschmutzungsgefahr akut wird	R.165. § 1 Ziffer 3	Ende des Lebens des Behälters oder jede Situation, durch die eine Verschmutzungsgefahr akut wird
Lagerung von Kohlenwasserstoffen in einer Präventivzone, für die die Wasserentnahme für den menschlichen Gebrauch von Brunnenwasser oder natürlichem Mineralwasser in Verpackungen bestimmt ist	R.165. § 2 Ziffer 3	3 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 3	4 Jahre
oberirdische Lagerung von festen Stoffen der Liste I oder II	R.165. § 2 Ziffer 4	3 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 4	4 Jahre
Leitung zum Transport von Kohlenwasserstoffen und Produkten der Liste I oder II	R.165. § 2 Ziffer 5	3 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 5	4 Jahre
überdachte Einfriedung für Tiere	R.165. § 2 Ziffer 7	2 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 7	2 Jahre
Die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Lagerungen und Anlagen zur Zusammenstellung, Beseitigung und Verwertung der Abfälle	R.165. § 2 Ziffer 8	2 Jahre	R.165. § 2 Ziffer 8	2 Jahre
stillgelegter Behälter	R.165. § 3 Ziffer 2	3 Jahre	R.165. § 3 Ziffer 2	4 Jahre
individuelles Klärsystem (Not- oder Ausnahmefälle)	R.165. § 3 Ziffer 3	unverzüglich	R.165. § 3 Ziffer 3	unverzüglich
technisches Vergrabungszentrum	R.166. § 1 Ziffer 1	4 Jahre	R.167. § 1 Ziffer 1	4 Jahre

Gegenstand	Zone IIa		Zone IIb	
	Referenz-artikel	Fristen	Referenzartikel	Fristen
Lagerung von Produkten, die Substanzen der Liste I oder II enthalten, einschließlich der Düngemittel	R.166 § 1 Ziffer 2	3 Jahre		
unterirdisches Ausbringen von häuslichem Abwasser	R.166. § 1 Ziffer 3	2 Jahre		
Lagerung von organischen Stoffen außerhalb des Erzeugungsstandorts	R.166. § 1 Ziffer 4	1 Jahr		
Ansammlungsort für Tiere mit ständigem Charakter	R.166. § 1 Ziffer 5	1 Jahr		
Lagerung von gefährlichen Produkten	R.166. § 1 Ziffer 6	2 Jahre		
undichter Regenwasserauf-fangbecken	R.166. § 1 Ziffer 7	4 Jahre		
Campingplatz	R.166. § 1 Ziffer 8	2 Jahre		
bestehender Weg	R.166. § 2 Ziffer 1 Absatz 1	2 Jahre		
neuer Weg	R.166. § 2 Ziffer 1 Absatz 2	unverzüglich		
Parkfläche > 5 Fahrzeuge	R.166. § 2 Ziffer 2	2 Jahre		
dichte Abwasserleitung, dichter Abflusskanal oder dichte Abflusrinne	R.166. § 2 Ziffer 3	2 Jahre		
bestehender beweglicher Ansammlungsort für Tiere	R.166. § 2 Ziffer 4	1 Jahr		
Transformator	R.166. § 2 Ziffer 5	2 Jahre	R.167. § 2 Ziffer 3	2 Jahre
Lagerung auf Bauernhöfen von Tierdung und Silageprodukten	R.166. § 3 Ziffer 1 Absätze 1 und 3	2 Jahre	R.167. § 2 Ziffer 2, außer Absatz 4	2 Jahre
Schild			R.167. § 3 Ziffer 1	1 Jahr

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den Schutz der Wasserressourcen betrifft, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 22. September 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205089]

22 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de bescherming van de watervoorraad

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikelen D.173 en D.174, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007;

Gelet op het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 20 juni 2016;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 26 mei 2016;

Gelet op het advies nr. 59.763 van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In artikel R.162 van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de verwijzing naar artikel R.165, § 4, vervangen door een verwijzing naar artikel R.165, § 5, en vervalt de verwijzing naar artikel R.166, § 4;

2° in het tweede lid worden de woorden "bijlage LV" vervangen door de woorden "bijlage LV^{quater}".

Art. 2. In artikel R.165 van hetzelfde Boek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, 3°, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« 3° de opslag van 100 liter tot 3 000 liter koolwaterstoffen voldoet aan de eisen vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations en aan de bepalingen genomen krachtens het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

De opslag die voor de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaat, wordt op kosten van de eigenaar in overeenstemming gebracht aan het einde van de levensduur van de tank of indien het vervuiliingsrisico imminent is.

In afwijking van het vorige lid wordt de opslag die bestaat in de voorkomingsgebieden betreffende een waterwinning die voor menselijke consumptie bestemd is in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water, in overeenstemming gebracht binnen de in bijlage LV quater bedoelde termijnen. »;

b) paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Voor de nieuwe werken, bouwwerken of installaties zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de het voorkomingsgebied »;

c) er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Indien de bij het dichtbijgelegen voorkomingsgebied betrokken waterwinning niet voor menselijke consumptie bestemd is in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water :

a) maken de ingegraven tanks van koolwaterstoffen die voor de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan en die niet overeenstemmen met de bepalingen van § 2, 3°, en § 3, 1°, het voorwerp uit van een dichtheidstest uitgevoerd binnen twee jaar na de aanwijzing van het voorkomingsgebied door een technicus erkend overeenkomstig artikel 634^{ter}/4 van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, vergezeld van een diagnose van de resterende nuttige levensduur;

b) maken de bovengrondse tanks van koolwaterstoffen die stoffen van lijst I of II bevatten en die voor de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied bestaan, het voorwerp uit van een dichtheidstest uitgevoerd binnen vier jaar na de aanwijzing van het voorkomingsgebied door een erkende technicus via minimum een visuele controle; deze dichtheidstest wordt vergezeld van een diagnose van de resterende nuttige levensduur;

c) als de tests een gebrekkige dichtheid, een levensduur van minder dan vier jaar of een vervuiliingsrisico aantonen, wordt de ontvanger onmiddellijk weggehaald en voldoet de nieuwe opslag van koolwaterstoffen aan de voorwaarden vermeld in § 2, 3°;

d) worden de dichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks ten laste genomen overeenkomstig de wetgeving betreffende de opslaginstallaties, eisen die vermeld worden in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, bij gebrek aan een geldig dichtheidscertificaat. Als geen enkele wetgeving van toepassing is, worden de dichtheidstests ten laste genomen door de exploitant van de waterwinning. »

Art. 3. In artikel R.166 van hetzelfde Boek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2013 en bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° de nieuwe ingegraven opslag van koolwaterstoffen en de opslag van producten die stoffen van lijst I of II bevatten, met inbegrip van meststoffen; »;

2° in paragraaf 4 worden de leden 2 tot en met 5 opgeheven.

Art. 4. Artikel R.169 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.169. Voor de producenten die een dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water hebben gesloten, wordt de door de producent uitgevoerde preventieve opvolging betreffende de dichtheidstests voor de bovengrondse en ingegraven tanks van koolwaterstoffen bedoeld in artikel R.165 door de "S.P.G.E." gefinancierd.

In de voorkomingsgebieden kan de S.P.G.E., voor de producenten die een dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water hebben gesloten en bij gebrek aan een wettelijke verplichting tot het in overeenstemming brengen voor de eigenaar, tegemoetkomen in het in overeenstemming brengen van een derde aan het einde van de levensduur van een bestaande tank of voor elke toestand die het vervuiliingsrisico imminent maakt. Het tegemoetkomingspercentage is 15 % van het bedrag van de nieuwe tank van koolwaterstoffen. »

Art. 5. Bijlage LV^{quater} bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepaling*

Art. 6. De voor de inwerkingtreding van dit besluit bepaalde maatregelen van het actieprogramma voor de voorkomingsgebieden worden uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving die van toepassing was op het moment van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot afbakening van het voorkomingsgebied.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

Bijlage LV^{quater} bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Tabel van de referentietermijnen voor het in overeenstemming brengen

Doel	Gebied IIA		Gebied IIB	
	Referentie van het artikel	Termijnen	Referentie van het artikel	Termijnen
Verliesputten, met de afvoer van het regenwater inbegrepen	R.165. § 1, 2°	2 jaar	R.165. § 1, 2°	4 jaar
Opslag van stoffen van de lijsten I of II	R.165. § 2, 3°	3 jaar	R.165. § 2, 3 ^{oo}	4 jaar
Opslag van 100 liter tot 3 000 liter koolwaterstoffen	R.165. § 2, 3°	Einde van de levensduur van de tank of elke toestand die het vervuilingsrisico imminent maakt	R.165. § 2, 3°	Einde van de levensduur van de tank of elke toestand die het vervuilingsrisico imminent maakt
Opslag van koolwaterstoffen in een voorkomingsgebied waarin de waterwinning voor menselijke consumptie bestemd is in de vorm van verpakt bron- of natuurlijk mineraal water	R.165. § 2, 3°	3 jaar	R.165. § 2, 3°	4 jaar
Bovengrondse opslag van vaste stoffen van de lijsten I of II	R.165. § 2, 4°	3 jaar	R.165. § 2, 4°	4 jaar
Leiding voor koolwaterstoffen en producten lijst I of II	R.165. § 2, 5°	3 jaar	R.165. § 2, 5°	4 jaar
Overdekte omheinde dierenruimten	R.165. § 2, 7°	2 jaar	R.165. § 2, 7°	2 jaar
De opslag en de installaties voor de verzameling, de verwijdering of de valorisatie van afval bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	R.165. § 2, 8°	2 jaar	R.165. § 2, 8°	2 jaar
In onbruik geraakte tank	R.165. § 3, 2°	3 jaar	R.165. § 3, 2°	4 jaar
Individueel zuiveringssysteem (noodgeval of uitzonderlijk geval)	R.165. § 3, 3°	Onmiddellijk	R.165. § 3, 3°	Onmiddellijk
Centrum voor technische ondergraving	R.166. § 1, 1°	4 jaar	R.167. § 1, 1°	4 jaar
Opslag van producten die stoffen van lijst I of II bevatten, met inbegrip van meststoffen	R.166. § 1, 2°	3 jaar		
Ondergrondse verspreiding van huishoudelijke effluenten	R.166. § 1, 3°	2 jaar		
Opslag van organische stoffen buiten de productiesite	R.166. § 1, 4°	1 jaar		
Plaats met een permanente dierenconcentratie	R.166. § 1, 5°	1 jaar		
Opslag van risicoproducten	R.166. § 1, 6°	2 jaar		
Niet-waterdichte vergaarkom	R.166. § 1, 7°	4 jaar		

Doel	Gebied IIA		Gebied IIB	
	Referentie van het artikel	Termijnen	Referentie van het artikel	Termijnen
Kampeerterreinen	R.166. § 1, 8°	2 jaar		
Bestaande weg	R.166. § 2, 1°, eerste lid	2 jaar		
Nieuwe weg	R.166. § 2, 1°, tweede lid	Onmiddellijk		
Parkeerzone > 5 voertuigen	R.166. § 2, 2°	2 jaar		
Riool, afvoerleiding of waterdichte geul	R.166. § 2, 3°	2 jaar		
Mobiele bestaande plaats met dierenconcentratie	R.166. § 2, 4°	1 jaar		
Transformator	R.166. § 2, 5°	2 jaar	R.167. § 2, 3°	2 jaar
Opslag op de hoeve van dierlijke meststoffen en opslag van inkuilingsproducten	R.166. § 3, 1°, eerste en derde lid	2 jaar	R.167. § 2, 2°, behalve vierde lid	2 jaar
Bord			R.167. § 3, 1°	1 jaar

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de bescherming van de watervoorraad.
Namen, 22 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2016/00585]

Huis-aan-huis collecte. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 3 augustus 2016 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk «Broederlijk Delen» te Brussel om van 1 maart tot en met 16 april 2017 in het gehele land een huis-aan-huis collecte van geld te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2016/00585]

Collecte à domicile. — Autorisation

Un arrêté royal du 3 août 2016 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, autorise l'association sans but lucratif «Broederlijk Delen» à Bruxelles à organiser une collecte de fonds à domicile, dans tout le pays, du 1 mars au 16 avril 2017 inclus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2016/00586]

Tombola. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 3 augustus 2016 genomen krachtens de wet van 31 december 1851, op de loterijen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk «BRS» te Leuven om van 1 januari 2017 tot en met 31 december 2017 in het gehele land een tombolaoperatie te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2016/00586]

Tombola. — Autorisation

Un arrêté royal du 3 août 2016 pris en vertu de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, autorise l'association sans but lucratif «BRS» à Louvain à organiser une opération de tombola, dans tout le pays, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 inclus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2016/14309]

Bevordering

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2016, wordt de heer Cédric BOSSUT, klasse A4 met de titel van adviseur-generaal, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse naar de klasse A5, met de titel van adviseur-generaal, in het Frans taalkader, met uitwerking op 1 september 2016.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2016/14309]

Promotion

Par arrêté royal du 30 août 2016, M. Cédric BOSSUT, classe A4 avec le titre de conseiller général, est promu par avancement à la classe supérieure, à la classe A5, avec le titre de conseiller général, dans le cadre linguistique français, avec effet au 1^{er} septembre 2016.